

L'ÉDITO

Eric Deffet

LA WALLONIE SANS L'EUROPE : C'EST PRÉMATURÉ

Les versions successives du plan Marshall ont fait beaucoup de tort aux fonds structurels européens. Il fut une époque où ceux-ci occupaient l'essentiel de l'espace médiatique quand il s'agissait d'évoquer les remèdes à imposer à une Wallonie en panne d'avenir ou (version optimiste) les coups de pouce aux projets innovateurs.

Le contrat d'avenir puis Marshall et ses héritiers ont concentré les regards sur les efforts fournis par les Wallons eux-mêmes, pouvoir politique, mais aussi entreprises ou universités, pour redresser la barre et opérer des choix en faveur de secteurs d'avenir bien vite baptisés « pôles de compétitivité ». L'attention est méritée : ces plans contribuent à un début d'embellie (restons prudents) et ont forgé une nouvelle image pour une Région qui a retrouvé un peu de sa fierté.

Aux oubliettes, les aides européennes ? Erreur ! En 2018, la Wallonie reste euro-dépendante. En cinq ans, l'Union aura débloqué plus d'un milliard d'euros pour le Hainaut, Liège, Namur et le Luxembourg. Avec les cofinancements régionaux, l'enveloppe flirte avec les 2,5 milliards. Cela reste colossal.

A l'étroit dans ses budgets, la Région ne peut pas se passer de ces milliards

Plan Marshall et fonds structurels : de manière parfois croisée, les deux dispositifs contribuent largement au redressement, trop lent il est vrai, des indicateurs

socio-économiques. Le plan d'investissement en faveur des infrastructures devrait jouer le rôle de troisième pilier wallon. Au début des années nonante, Guy Spitaels n'avait pas eu trop de mal à convaincre l'Europe de délier les cordons de la bourse au profit d'un Hainaut moribond. Les huiles de la Commission

avaient sillonné le Borinage en bus, elles avaient vite compris la situation. Et de Mouscron à Charleroi, le programme « Objectif 1 » avait presque été célébré comme une victoire.

Les temps ont changé. Rien n'est définitivement réglé, mais les universités génèrent des centres de recherches et des start-up passionnantes, les friches industrielles disparaissent les unes après les autres, les villes ont été rénovées... Du coup, le chômage baisse de mois en mois. Les entreprises envahissent les zonings au point transformer les terrains disponibles en denrée rare.

Mettez-vous à la place de l'Europe : cette Wallonie-là, comme d'autres régions de l'Union d'ailleurs, mérite-t-elle encore d'être soutenue aussi massivement ? La question est clairement posée pour 2021 et au-delà. Panique à bord ! A Namur, l'arrêt de la perfusion n'est pas un scénario envisagé. Ni envisageable : à l'étroit dans ses budgets, la Région ne peut pas se passer des milliards européens. Pas encore, en tout cas. Mais à l'image de la solidarité intra-fédérale bientôt en phase d'extinction, il faudra sans doute songer un jour à voler de ses propres ailes.